

[Texte]

There is no smoke-screen. There was an arrangement, an agreement entered into with Canadian General Electric who were interested in going to Moncton, but they were only going to go to Moncton if certain conditions were met, including the fact that the workers there be permitted to continue on doing the maintenance work for Bombardier and so on, and that is where it came to grief.

As to who is to blame, I can only report what the facts are—that two of the seven unions would not agree to the arrangement CGE needed for them to move to Moncton, and as a result of two of those seven unions not agreeing it never went forward. But CN did everything possible. And in addition to that, CN is contributing \$2 million, I think it is, to a fund to help—

• 1050

Mr. Robichaud: To help 1,000 workers.

Mr. Crosbie:—Moncton find other industry and other development to assist in the situation. It has nothing to do with re-election or no re-election; it has to do with the government requiring CN to go far beyond what is required of anyone in the private sector when an unfortunate lay-off like this takes place.

Mr. Robichaud: Are the CN shops in Moncton in a position right now to bid on the work that will be available through the refurbishing of the VIA equipment?

Mr. Crosbie: That is a question you would have to ask CN. I do not know. CN has the shops at Pointe Saint-Charles, and so on, where they could do this work. I assume they are going to bid on it; it is the kind of work they can do. But where they would do the work, you would have to ask CN.

Mr. Robichaud: Just yesterday Premier Hatfield led people in New Brunswick to believe that some of the work coming out of VIA—the modernizing, the refurbishing—could or would be done in Moncton. Do you have any information, or will you intervene for that to happen? Is that fact or fiction?

Mr. Crosbie: Premier Hatfield is always alert and on the ball to get everything he can for the province of New Brunswick. I do not know what Premier Hatfield said yesterday in that connection, but I am sure he will be on to CN, encouraging CN to bid on this work. VIA will have to call tenders to bid on the work, and I am sure he will be pressing CN, if they are successful, to have some of that work done in Moncton, if they can do the work in Moncton.

He did call me yesterday to say that he is interested in seeing whether the new maintenance facilities that will be going ahead should go to Moncton rather than to Halifax. He would like me to review the situation to see if it is possible for them to go to Moncton rather than to Halifax. He is already pressing that point on behalf of his provincial constituents in Moncton. And I told him I would certainly review it with VIA Rail.

[Traduction]

Il ne s'agit pas de poudre aux yeux. Il y avait un accord, une entente avec la compagnie *General Electric* ou CGE, qui était intéressée à s'établir à Moncton, mais qui n'était disposée à y aller que si certaines conditions étaient satisfaites, notamment que les travailleurs soient autorisés à continuer de faire l'entretien du matériel Bombardier, etc, et c'est là que tout a achoppé.

Pour la question de savoir sur qui rejeter le blâme, je ne peux que rapporter les faits, c'est-à-dire que deux des sept syndicats ne voulaient pas signer l'entente dont la CGE avait besoin pour s'installer à Moncton et que, pour cette raison, le projet n'est jamais allé plus loin. Mais le CN a fait tout en son pouvoir. En outre, le CN fournit 2 millions de dollars, je crois, à un fonds destiné à aider. . .

M. Robichaud: À aider 1,000 travailleurs.

M. Crosbie: . . . Moncton a trouvé d'autres industries et d'autres formes de développement pour aider à redresser la situation. Il n'y a aucun rapport avec la réélection; c'est tout simplement que le gouvernement demande au CN de faire beaucoup plus que ce que l'on exige normalement du secteur privé lorsqu'il se produit une mise à pied malheureuse comme celle-ci.

M. Robichaud: Les ateliers du CN à Moncton sont-ils présentement en mesure de soumissionner pour le travail de rénovation du matériel de VIA?

M. Crosbie: C'est une question qu'il faudrait poser au CN. Je n'en sais rien. Le CN a des ateliers à Pointe Saint-Charles, et ailleurs, où ce travail pourrait se faire. Je suppose que le CN va soumissionner; c'est le genre de travail qu'il peut faire. Mais quant à savoir où se ferait le travail, il faudrait le demander au CN.

M. Robichaud: Hier, le premier ministre Hatfield a donné à croire à la population du Nouveau-Brunswick qu'une partie du travail de VIA—la modernisation, la rénovation—pourrait se faire à Moncton ou s'y ferait effectivement. Avez-vous des renseignements, ou avez-vous l'intention d'intervenir en ce sens? S'agit-il d'une réalité ou d'une fiction?

M. Crosbie: Le premier ministre Hatfield est toujours en éveil pour obtenir tout ce qu'il peut pour la province du Nouveau-Brunswick. Je ne sais pas ce que le premier ministre Hatfield a dit hier à cet égard, mais je suis certain qu'il fera des pressions auprès du CN pour l'encourager à faire une offre. VIA devra procéder à un appel d'offres et je suis certain qu'il insistera auprès du CN, si celui-ci obtient le contrat, pour qu'une partie du travail se fasse à Moncton si la chose est possible.

Il m'a effectivement téléphoné hier pour me dire qu'il est intéressé à ce que les nouvelles installations d'entretien qui seront mises sur pied soient installées à Moncton plutôt qu'à Halifax. Il aimerait que j'étudie le cas pour voir s'il est possible d'aller à Moncton plutôt qu'à Halifax. Il exerce déjà des pressions en ce sens au nom de ses commettants provinciaux de Moncton. Et je lui ai dit que j'en parlerais certainement à VIA Rail.